

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 19 décembre 2025

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITRI

1 RUE THOMAS EDISON

--

ZI LA BERGERIE
49280 La Séguinière

Références : 0100002311/2025/403
Code AIOT : 0100002311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement UNITRI implanté Rue Louis Bordier -- 79700 Mauléon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs incidents sur le site de Mauléon ont été relayés par voie de presse sans que l'inspection n'ait été informée directement par l'exploitant. Une demande d'informations a donc été transmise à l'exploitant. Le 18 juin 2025, un appel du SDIS à la personne d'astreinte de la DREAL a signalé une intervention en cours pour un départ d'incendie, probablement lié à une batterie au lithium, rapidement maîtrisé grâce au système de détection. Compte tenu de la répétition de ces événements sur une courte période, une visite réactive a été menée sur place dès le 19 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITRI
- Rue Louis Bordier – 79700 Mauléon
- Code AIOT : 0100002311
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Trinovia (entreprises Brangeon Environnement et Séché Environnement) exploite pour le compte de la SPL UNTRI un centre de tri des déchets issus de la collecte sélective dont la capacité annuelle est estimée à 48 000 tonnes. Le centre permettra à terme de trier annuellement 25 000 t de déchets d'emballages et 23 000 t de déchets dits « multi matériaux », regroupant les déchets d'emballages et les papiers. Il remplacera cinq centres de tri dont trois sont fermés.

Actuellement en phase de montée en puissance, le site n'a pas encore fait l'objet d'une mise en service industrielle. L'exploitant indique que le site est exploité quasiment à la charge nominale prévue par le dossier ICPE. Deux équipes de jour exploitent actuellement le centre sur une durée de 14h/j.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs départs de feu, tous liés à la présence de batteries au lithium dans les déchets entrants sur le centre de tri, se sont produits en peu de temps. À l'issue de la visite, l'exploitant est invité à réaliser une analyse approfondie des causes de ces incidents et à présenter un plan d'action correctif, assorti d'un calendrier de mise en œuvre, afin d'éviter toute récurrence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Le 18 juin 2025 en matinée, la DREAL a été informée par le SDIS d'un départ de feu sur le site de la SPL UNITRI. L'installation concernée est un centre de tri de déchets en phase de test. Alors que plusieurs incidents similaires avaient déjà été médiatisés ; cet événement constitue cependant le premier signalement direct reçu par la DREAL. Une visite réactive est alors organisée le lendemain après-midi.

Par courriel en date du 19 juin 2025, le directeur d'UNITRI a transmis à l'inspection des installations classées les fiches de notification d'incident, établies selon le modèle de la DGPR, permettant d'en analyser leur gravité ainsi que leur cinétique. Trois fiches ont été communiquées, correspondant aux incidents survenus les 2 mai, 20 mai et 18 juin 2025. Ces événements, enregistrés par les caméras installées au niveau des trieuses optiques, ont été joints à cet envoi.

Lors de l'inspection, le directeur du site, ainsi que la responsable QSE chez Trinovia — exploitant pour le compte de la SPL UNITRI —, ont présenté les premiers éléments relatifs à l'incident du 18 juin 2025.

Description du processus de tri :

La première étape correspond au tri mécanique des déchets réceptionnés (suivant leur forme géométrique). Les déchets passent ensuite par plusieurs trieuses optiques qui permettent de séparer les flux de tri par reconnaissance des matières (et tri par flux d'air pulsé).

L'incident s'est déroulé après le passage par le Trommel. Ce dernier effectue un premier tri mécanique avant de passer dans un équipement dénommé « perforateur » dont la fonction est d'écraser le déchet afin qu'il ne bouge plus une fois déversé sur le tapis roulant de la trieuse optique. En effet, le mouvement des objets entre la phase de détection et le flux d'air de tri conduit à produire des déchets qui doivent repasser à nouveau dans le process.

TRINOVIA a indiqué suspendre, dans un premier temps, le fonctionnement de cet équipement et renforcer le tri manuel par les opérateurs. Cette information a été communiquée au propriétaire de l'usine, la SPL UNITRI.

TRINOVIA indique que le système de lutte contre l'incendie mis en place par UNITRI est performant puisque tous les incidents ont été maîtrisés rapidement. Il précise par ailleurs que ce système est un SSI de catégorie A muni d'une détection asservie à la mise en œuvre de dispositif d'extinction. Le site est équipé de détecteurs optiques « fumée et flamme », d'un dispositif triplaire de type spectre lumineux et d'une thermographie. L'exploitant indique que le déclenchement du déluge n'est pas équipé de temporisation et que la machine est également coupée immédiatement. Enfin, il complète sa présentation en indiquant que l'alarme SSI est reportée en salle de supervision, ainsi qu'au poste de garde SIAP. En dehors des heures ouvrées, une cascade d'appel est déclenchée en commençant par le SIAP, puis la maintenance, la production et enfin la direction.

Les vidéos transmises semblent montrer que la détection n'a été effective qu'au moment de l'apparition des premières flammes. Or le système de détection présenté laisserait penser que la détection serait réalisée dès que les fumées arrivent aux capteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Demande formulée à l'exploitant :

Il est demandé à l'exploitant de :

- fournir les plans de l'équipement du perforateur,
- et de justifier du bon positionnement des différents capteurs (optique fumée/Flamme, triplaire, thermographie) au plus près des sources potentielles. Les différents seuils de détection et les différents interlocks du déclenchement du déluge seront aussi précisés.

Il est demandé à l'exploitant de compléter les éléments transmis (Fiches d'incident) en indiquant les mesures immédiates prises ainsi que les mesures envisagées sur le long terme pour éviter de tels incidents. En particulier, il précise le plan d'action pour réduire à la source l'arrivée de déchets non prévus sur site en particulier les batteries au lithium à l'origine des trois incidents enregistrés jusqu'à présent. Ce plan d'action est accompagné d'un échéancier de mise en œuvre et pourra faire l'objet le cas échéant d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, s'agissant du process en lui-même, l'exploitant (UNITRI) propose un plan d'action afin de supprimer tous risques de perforation d'une batterie ou d'un objet susceptible d'occasionner un départ d'incendie dans les installations. La piste de réflexion évoquée pendant la visite d'inspection (mise en place d'une détection au plus près du perforateur avec mise à l'écart rapide et immersion de l'objet en question) est précisée ainsi que le calendrier de mise en œuvre associé.

Proposition de délais : 1 mois